Communiqué de presse

Groupe La Poste

SUD PTT ne pactisera pas avec les patrons de La Poste

La fédération SUD PTT répond négativement à l'invitation de la Direction de La Poste de siéger autour d'un «pacte social» qui formerait une des pierres angulaires de la stratégie du groupe à l'horizon 2020.

«Construire ensemble un avenir pour chaque Postier – Négociation d'un accord social». Sous ce générique, le pacte social, proposé aux syndicats de La Poste le 22 mai 2014, repose principalement sur «l'agilité des organisations», le temps partiel imposé et le recours massif à la main d'oeuvre précaire.

Difficile de pactiser sur ces bases. A fortiori avec une entreprise d'Etat qui affiche un bilan social consternant. Malgré un «changement de direction» très cosmétique, les indicateurs sociaux sont toujours aussi mauvais, il y a eu plus de 18 000 contrats précaires en 2013, l'absentéisme pour maladie continue à grimper. Nous n'inventons rien, les chiffres que fournit La Poste sont corroborés par le tableau extrêmement sombre que brossent une cinquantaine d'expertises des CHSCT tous métiers confondus.

Impossible aussi de discuter avec une direction qui étouffe les libertés syndicales et réprime les militants de SUD PTT. En bons lanceurs d'alerte, ils popularisent les mouvements sociaux à La Poste, s'opposent aux suppressions d'emploi, et portent la contradiction jusque dans les couloirs des directions, faute de trouver des négociateurs mandatés au plan local. Nous constituons un comité de soutien avec des associations, partis politiques, personnalité et syndicats afin de dénoncer la répression mais aussi les menaces qui pèsent sur les libertés syndicales. En l'espèce, l'Etat est co-responsable de cette dérive en tant que propriétaire de La Poste.

Pactiser avec un patronat qui reste dans le déni de la casse sociale, s'attaque aux libertés syndicales et promet un avenir pavé d'incertitudes, pour SUD PTT ça ne va pas être possible.

Paris le 20 mai 2014